

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Contre le racisme, contre l'État, sa police et sa justice

Sur la tête des rois

Sur la tête des rois
Contre le racisme, contre l'État, sa police et sa justice
2017

Consulté le 25 février 2017 de surlatetedesrois.wordpress.com

Communistes tant qu'il le faudra

pour la fédération des comités « la vérité?! : la justice nique sa mère »
rédigé par des non-flics, non juges, non pacificateurs et non bourgeois épris de
non-justice et de révolutions
auto-organisation@hacari.org

fr.theanarchistlibrary.org

2017

C'est dans les manifestations du refus commun du capitalisme et des rapports sociaux qu'il produit, que peuvent s'ouvrir des perspectives révolutionnaires

En banlieue parisienne comme ailleurs, partout où les sursauts potentiels de ceux que l'État identifie comme les « classes dangereuses » pourraient le menacer, la police contrôle, interpelle, frappe, harcèle généreusement, insulte, blesse, traque, mais aussi torture – et pour ce qui est du cas récemment médiatisé d'Aulnay c'est bien de viol utilisé comme acte de torture qu'il s'agit – et tue parfois.

Tous les jours elle contribue à la bonne gestion de ceux qui doivent rester de la chair à usine moderne, pôle emploi, interim, auto-entreprenariat, boulots non déclarés pour ne pas perdre les minimas sociaux... Alors que le capitalisme ne promet plus rien d'autre que sa propre perpétuation, face à la loi du profit, cette petite guerre de tous contre tous, même les entrepreneurs politiques dont c'est pourtant le fond de commerce ont de plus en plus de mal à refourguer l'horizon d'une minable réussite intégrée dans un « bien-être » que le capitalisme de l'austérité n'ose même plus sérieusement promettre.

En banlieue parisienne comme ailleurs, aujourd'hui comme en 2005 ou dans les années 80, c'est le désordre de la rue, l'émergence incontrôlable de l'émeute qui y répond assurément de la manière la plus intéressante et opérante, faisant ressurgir, en force, au coeur de ces années d'hiver, du possible à potentialité subversive. Théo, Adama, Rémi, Joachim, Zied et Bouna, et bien d'autres, tous les harcelés des rues et des manifs, tous les contrôlés, interpellés, fichés d'hier et d'aujourd'hui, nous tous, en somme, avons en commun d'être soumis à une gestion qui se préoccupe sérieusement d'enrayer toute possibilité de subversion.

Le tract reproduit au bas de cette page a été distribué en 1984 lors de manifestations à Montrouge à la suite de l'assassinat par la police (à Paris dans la nuit du 6 au 7 mai 1984) d'un habitant de Montrouge de 23 ans, Zouaoui Benelmabrouck. Trente ans plus tard, il garde toute sa force et sa lucidité, portant un coup salutaire contre les politiciens d'aujourd'hui qui tentent d'occulter quelques simples vérités sur les pratiques de la police ; contre ceux qui endossent les mêmes fonctions que SOS Racisme à l'époque, que ce soit avec les vieilles techniques pacificatrices d'antan ou en cherchant à les ensevelir sous leur gimmick racialiste new age importé de la plus mauvaise sociologie américaine.

Ce tract nous rappelle également ces années pas si lointaines où pour les révolutionnaires, attachés à combattre le racisme, le courant politique focalisant

sa lecture sur l'antiracisme était perçu comme à critiquer et comme un vecteur de dépolitisation, parfois même étatique et en tout cas moral, des enjeux de conflictualités de classe. Que l'antiracisme comme prisme de lecture générale cherche à se vendre aujourd'hui comme « politique » quand il est racaliste ne fait qu'aggraver son cas.

Ce texte résonne encore et d'une manière particulièrement pertinente : « *jeunes français ou immigrés, est-ce qu'une balle de 357 fait la différence, de Gennevilliers à Montrouge, des H.L.M. pourris aux cités de transit, tous dans la merde.* » Il pose quelques questions simples : « *devant la caisse du supermarché, quelle différence y a-t-il quand on n'a pas un rond ?* » Il met en avant quelques évidences contradictoires avec les bancales constructions actuelles « *comme si on traitait de la même façon un beur bourge qu'un beur prol, comme si un bourge français et un prolo français avaient les mêmes droits* ». Nous continuons en effet à considérer, comme ce texte, que le régime gestionnaire – policier, judiciaire, social – auquel sont soumises les populations non-riches immigrées ou issues de l'immigration s'exerce, en son fondement et très précisément, dans le rapport social qui les intègre comme prolétaires. Autrement dit, le harcèlement raciste dont ces prolétaires peuvent être l'objet et le traitement judiciaire qui l'accompagne viennent s'imbriquer avec leur exploitation et la renforcer. Le capitalisme possède cette qualité historique intrinsèque d'intégrer dans sa reproduction les modes de séparation et de stigmatisation qui lui préexistent – dont le racisme offre la meilleure illustration – et de les reformater selon ses besoins, à partir du moment où la preuve de leur efficacité a été faite.

Qu'est-ce qui a changé depuis ? Les flics, bien plus nombreux, ont des moyens nouveaux.

L'État providence est mort, vive l'austérité ! Avec la prolifération des armes dites « non létales » ou à « létalité réduite », du flashball au taser en passant par le LBD 40 et sa précision légendaire, jusqu'aux grenades de désencerclement, la panoplie pour terroriser et mutiler s'est allongée et ces armes peuvent être utilisées beaucoup plus facilement et régulièrement que les armes à feu. Quoi qu'il en soit les perspectives de gestion restent les mêmes : le contrôle, la répression (si possible préventive), le racisme qui sert toujours à séparer, humilier, atomiser ceux qui pourraient se retrouver dans un commun refus de la situation qui leur est faite. Et puis, les formes variées de la pacification, en particulier via ses relais associatifs et militants, parfois jusqu'à l'intérieur des luttes.

Face à la situation émeutière, aujourd'hui comme en 2005 ou dans les années 80, on nous rebat les oreilles avec les « violences policières » commises par

fondement repose sur la punition, la discipline, la relégation et l'enfermement. Il s'agit d'une question de méthode : en soulevant les mêmes interrogations que l'Etat, on finit toujours par trouver les mêmes réponses que lui. Sans façon !

Dans les années 80, il semblait donc évident qu'être du côté des émeutiers, du désordre subversif contre l'ordre et sa pacification, c'est emprunter d'autres chemins que ce judiciarisme qui fait des « victimes » de la police des innocents forcés, qui valide le travail quotidien de la police en se scandalisant de ses « bavures » exceptionnelles ; c'est faire taire les sirènes de la pacification, ces « sponsors du misérabilisme pro-immigrés », aujourd'hui associés aux entrepreneurs du différentialisme communautaire, qui, comme hier, et quelles que soient leurs gesticulations pseudo-radicales, récolteront la manne des subventions de la pacification sociale ou des postes dans les mairies de banlieues en gage de leur rôle d'accompagnement de la gestion du pouvoir ; c'est noyer dans l'émeute inassignable les tentatives de séparation et d'assignation de chacun à sa bonne place, dans son quartier, sa « race », sa communauté et sa fonction.

C'est autour de ces perspectives auxquelles personne ne croit (même pas eux) que les encadreurs professionnels des « quartiers » veulent nous faire, chacun dans son coin, travailler à leur carrière. Eux qui font tout pour nous diviser, pour nous renvoyer dans les cases que la société et l'Etat ont créées pour nous isoler parce que notre force commune mettrait fin à leur racket. Bien qu'ils nous bassinent avec des théories, dont ils sont cette fois les auteurs, selon lesquelles un fossé existerait entre l'ensemble des prolos et les « jeunes des cités », l'unité spontanée entre tous les émeutiers lors des affrontements de Bobigny ont démontré dans les faits que ceci n'est que construction idéologique.

En banlieue parisienne comme ailleurs, aujourd'hui comme en 2005, sommes-nous encore capables, comme dans ce tract des années 80, d'identifier ces logiques mortifères et de construire l'autonomie nécessaire pour y échapper ; de sortir de cette misère politique qui conduit à proposer aux émeutiers l'encadrement militant de la manifestation ; de retrouver cette situation commune, qui rend possible l'expression d'un refus commun ?

En banlieue parisienne comme ailleurs,
vive la vie, vive l'émeute,
non à la pacification d'où qu'elle vienne,
mort à l'État, à sa justice et à ses assignations.

Février 2017

« notre » police. Comme si la pratique policière n'était pas intrinsèquement celle du monopole de la violence légitime. Cette expression n'a alors de sens que pour celui qui s'érigerait en arbitre des bonnes et des mauvaises pratiques de l'État et de la police dont elle est, avec l'armée, le bras agissant, et armé justement.

On supposerait une opposition entre un usage proportionné de la force et ce qui se révélerait être des bavures de basse intensité, en tout cas des excès, des outrepassements du légitime et deviendrait par la magie normative et taxinomique des « violences ». Rien sur les pratiques banales de la police, les millions de gardes à vues par an, les contrôles d'identités, pas forcément au faciès et pas forcément à répétition qui donnent à la police sur tout un chacun à tout instant un pouvoir déjà en soi intolérable. Rien sur les plus de 150 000 personnes qui passent par la case prison chaque année, aucune compréhension fine de la fonction répressive quotidienne de la police qui en fait, parmi d'autres instances, institutions, mécanismes, réels et symboliques d'écrasement, un maillon du contrôle, de la mise au pas, de l'encadrement.

Aujourd'hui aussi la pacification nous engluie dans les mêmes ornières : rester calme en attendant que la justice fasse son travail, autrement dit accompagner la répression, prôner la primauté absolue de la « famille », et désactiver les potentialités subversives de l'émeute en réclamant avec une fausse naïveté « justice et vérité », une des vieilles recettes issues des versants les plus populistes de l'extrême gauche.

En effet, et contrairement à ce qu'on aime à faire croire dans certains milieux militants, les « Comités Vérités et Justice » ne sont pas l'expression naturelle et spontanée des prolétaires des « quartiers », toujours sous l'égide de la légitimité familialiste, ni même la propriété des associations de *community organizing* (la gestion communautariste à l'américaine) qui en font la promotion aujourd'hui. C'est un vieux modèle d'organisation politique monté de toute pièce par l'organisation maoïste Gauche Prolétarienne. En 1972, prenant fait et cause pour un juge, elle soutenait l'accusation d'un notaire poursuivi à Bruay en Artois pour le meurtre d'une adolescente d'une famille de mineur. Il n'est pas inutile de rappeler que c'est la coordination de ces mêmes comités qui appellera plus tard au « rassemblement des gens épris de Vérité et de Justice », et se donnera pour objectif d'employer tous les moyens nécessaire pour « remettre en état » « la balance de la justice ».

On est alors dans la bonne veine du plus pur populisme d'extrême gauche, avec son faux parler-vrai, accompagné d'alliances avec le syndicat poujadiste des petits commerçants. Ces comités feront d'ailleurs la promotion d'une « jus-

tice populaire » dotée comme il se doit de « tribunaux populaires », qui seront expérimentés à grands renforts de juges et procureurs militants amateurs. Il n'y a donc là rien de naturel ou d'évident dans ces initiatives, mais des choix politiques bien rodés, qu'il est tout aussi indispensable de critiquer que SOS Racisme en 1983 ou AC le Feu en 2005.

Ces stratégies d'encadrement, de pacification produisent par ailleurs une rupture et une mise à distance terrible entre ceux qui se sont érigés en professionnels de « l'action sociale » et ceux qu'ils ont assignés au statut de pures victimes : les logiques séparatrices semblent intégrées au point que des « militants » qui se représentent sans doute comme des « bourgeois blancs » (tristesse de la subjectivité actuelle...) se positionnent comme en soutien à des émeutiers assignés bien malgré eux à être des « non blancs des quartiers populaires ». On se laisse raconter, même chez ceux qui revendiquent le refus du contrôle d'identité et connaissent ses conséquences (notamment judiciaires), que les uns subiraient une répression pour ce qu'ils font et les autres, bons sauvages des premiers, pour ce qu'ils sont... Comment accepter d'endosser un tel paternalisme ! Comment reconduire cette vision fondamentalement raciste qui dénie aux habitants desdits quartiers la capacité à trouver des formes de refus du contrôle et de l'exploitation, comme si ce n'était pas justement pour mater ces comportements que la répression y sévit quotidiennement !

Ce que la riposte émeutière refuse justement en premier lieu, ce sont les séparations entre les indésirables du Capital et de l'Etat, entre prolétaires « nationaux » et « immigrés » disait-on alors (et encore jusqu'à il y a peu), dans un langage plus pertinent que l'obsession identitaire actuelle : celle qui oppose « jeunes de quartiers » contre « militants », comme si les « militants » ne pouvaient pas être jeunes et n'habitaient pas dans des « quartiers » (et réciproquement) ; ou de façon plus basiquement raciste « blancs » contre « non blancs », (comme si la couleur de la peau était en soi un critère pertinent d'appartenance politique).

N'en déplaise aux tenanciers de l'ethno-différencialisme politique, de Patrick Buisson à Houria Bouteldja, la grande révolte de novembre 2005 n'était ni « décoloniale », ni « raciale » on peut même avancer l'hypothèse de liens forts avec les mouvements sociaux de l'époque (en premier lieu le mouvement lycéen contre la loi Fillon où certains ont pu connaître leurs premières expériences de mobilisations politiques) : c'est d'ailleurs sur ses cendres encore chaudes, après avoir acculé le gou-

vernement de droite de l'époque à bricoler autour du CPE la réforme la plus impopulaire de son quinquennat, que s'est construit l'un des plus grands mouvements de lutte de notre histoire récente, on remarquera que l'une des premières revendications de nombre d'AG était justement l'amnistie pour tous les émeutiers inculpés de novembre.

Douze ans plus tard, après plusieurs épisodes émeutiers et un mouvement social féroce réprimé (notamment dans les tribunaux), on nous convie à nouveau à converger, non pas sur des pratiques et des expériences de luttes communes contre l'appareil répressif, mais dans un appel commun à l'État pour qu'il applique enfin une véritable justice, ferme et équitable, pourvu qu'elle soit résolument antiraciste.

Pourtant, la justice, on la connaît, avec son pouvoir répressif et effectif, ses jugements, ses intrusions dans la vie de chacun, ses spectacles humiliants, ses mois et ses années d'enfermement, ses peines dites alternatives distribuées comme qui rigole, ses contrôles judiciaires qui maintiennent de plus en plus d'entre nous sous la menace d'une destruction de ce qui peut faire la saveur de la vie.

Pourtant la vérité, on la connaît aussi. Tout le monde sait comment sont morts Zied et Bouna, comment Théo s'est fait torturer avec une matraque télescopique enfoncée dans l'anus en pleine rue, tout le monde connaît les moyens que se donne le maintien de l'ordre. Les émeutes de 2005 ont été une réponse bien plus franche, et belle, bien plus vraie si l'on veut, que tous les verdicts de tous les tribunaux du monde.

Notre histoire nous l'a appris : ce n'est pas entre les mains des juges mais dans la rue que se jouent nos possibles victoires politiques.

Pas besoin, donc, de la justice pour connaître la vérité. Pas besoin de lui demander d'établir sa vérité d'autorité répressive, cette vérité judiciaire, qui produit des victimes et des coupables, constructions dont nous sommes les ennemis irréductibles. Ce refus-là, qui s'exprime dans ce tract de 84 comme ici, c'est le début de la possibilité d'une autonomie, face à la justice et ses agents, face au pouvoir. Nous ne parlons pas le même langage, nous n'avons pas les mêmes objectifs. C'est ça le conflit, et peser dans des rapports de force, c'est ça la lutte des classes.

Pas besoin de l'aval de son ennemi pour savoir ce qu'on pense des situations, et pour commencer à réfléchir ensemble à ce qu'il faut en faire.

Aujourd'hui comme hier, les révolutionnaires ne peuvent se passer d'une critique de la justice en tant que telle – au-delà de la mise en cause de la « justice de classe » ou « à deux vitesses » – et partager le refus d'une institution dont le